



9, Impasse du Capitaine Pierre Rose

97200 Fort-de-France CEDEX – Martinique

EMAIL : pkls@pkls.org SITE INTERNET : <http://www.pkls.org>

DÉCLARATION

ET MAINTENANT CONTRE TOUS LES « PWOFITÈ » ET LA « PWOFITASYON » DE L'ETAT COLONIAL FRANÇAIS EN AVANT POUR LA CONSTRUCTION D'UNE MARTINIQUE MARTINICAISE.

Les 38 jours de grève générale qui ont marqué la Martinique revêtent incontestablement un caractère historique du fait tant de son ampleur que du niveau exceptionnel de la mobilisation populaire. Des milliers et des milliers de manifestants tous les jours dans les rues de Fort de France, des milliers de martiniquais en état de mobilisation dans tout le pays, des centaines de militants sur les barrages aux entrées des principales zones d'activités, une adhésion populaire massive au mouvement dirigé par le « collectif du 5 février 2009 contre la vie chère, pour le pouvoir d'achat et l'emploi ».

Quoiqu'en disent les détracteurs de ce formidable mouvement de résistance contre la « pwofitasyon », les succès de la mobilisation sont conséquents. Plus de 236 points d'accords immédiats ont été arrachés et actés. Près d'une centaine sont encore en cours de négociation. Les points d'accord concernent les domaines les plus divers comme la baisse des prix de 20 % sur 100 familles de produits, les tarifs bancaires, le logement social, les assurances, les mutuelles, les transports, l'éducation, la santé, l'agriculture, les salaires, la fonction publique ...

DES VICTOIRES INCONTESTABLES...

Ces points d'accord arrachés de haute lutte sont le fruit de la mobilisation. Ce sont des VICTOIRES.

Bien évidemment ces acquis ne règlent pas tout. Beaucoup d'entre eux ont un caractère éphémère, beaucoup de revendications avancées restent encore sans réponse tant au niveau du patronat que de l'Etat ou des collectivités locales.

A cet égard, le PKLS appelle les martiniquais à poursuivre la mobilisation afin que l'on ne reprenne pas d'une main, ce que l'autre main a dû céder à contre cœur sous la pression de la mobilisation populaire. C'est ainsi que les comités de contrôle de quartier pour la baisse des prix initiés par le collectif du 5 février doivent être renforcés dans tout le pays. Dans les entreprises la vigilance s'impose également pour le respect effectif des accords signés. De même que doit se poursuivre sans relâche la lutte pour les revendications essentielles comme le droit de vivre et de travailler au pays, la sauvegarde des services publics dans l'intérêt de tous, l'exigence des revenus décents pour les milliers de martiniquais qui vivent dans la précarité...

Cependant la victoire du mouvement du 5 février ne saurait s'arrêter à ces acquis. Elle augure l'orientation des luttes de demain :

- Le renforcement de l'unité syndicale, sans quoi aucune avancée d'ampleur ne saurait être viable

- La victoire du mouvement s'apprécie également par la participation massive des femmes sur les bases de revendications générales avancées mais aussi pour la conquête légitime dans tous domaines de l'égalité des sexes
- L'engagement déterminé de la jeunesse. Cette jeunesse que d'aucuns jugeaient amorphe, perdue, « Krazé » et qui a été à bien des égards l'élément dynamique de la résistance populaire ;
- La libération de la parole des femmes et des hommes de notre Martinique sur leur ressenti enfoui d'êtres humains vivant en pays dominé, en pays colonisé. Oui grâce au mouvement du 5 février la parole s'est libérée.... Enfin...
- La pleine conscience de la puissance des masses populaires donc de nous-mêmes « ANSANM NOU PLI FÒ » face à l'Etat français et au grand patronat.
- L'éclosion de la conscience de classe chez bon nombre de martiniquais en particulier ceux des jeunes générations exprimée en termes nouveaux : les « pwofitè », la « pwofitasyon ». La découverte révoltante chez eux d'une société dans laquelle la caste béké vivant dans le mythe chimérique de la nécessité de la préservation de la « race » s'octroyait le privilège, comme disait notre camarade Marcel Manville « de la peau et du drapeau », de jouir des fruits de l'exploitation esclavagiste en toute tranquillité et en toute arrogance.
- L'aspiration déterminée de nous approprier notre passé, notre histoire, notre culture en nous débarrassant des oripeaux, des mensonges et des falsifications historiques instrumentalisées par l'état colonial.
- L'ardent désir de construire une société nouvelle plus égalitaire, plus humaine plus fraternelle en jetant par-dessus bord les « pwofitè » : « nou kay fouté yo déwò »
- L'explosion du mal être, conscients ou pas des femmes et des hommes de notre pays contraints de survivre dans une société (pas post coloniale) mais véritablement coloniale dans laquelle les chaînes de fer, les chaînes aux pieds, les chaînes aux bras ont été habilement relayées par les moyens modernes de « vèglaj » destinés à nous endormir, à nous immobiliser afin que s'accomplissent en douceur les grands desseins de dominateurs : le génocide par substitution et la liquéfaction de notre peuple sacrifié sur l'autel du profit des monopoles capitalistes et de leurs comparses, c'est-à-dire tous ceux qui soutiennent le système.
- Le renforcement de la méfiance accrue vis-à-vis des politiciens gestionnaires des institutions coloniales qui, après avoir été des plus réservés vis-à-vis de l'extension de la grève générale, s'y sont ralliés par opportunisme, pour finir par critiquer ouvertement « la méthode » comme si leur méthode de gestionnaire, bon colonisé, qui aboutit en définitive à endormir notre peuple serait la meilleure.

Il convient à cet égard :

De considérer comme il se doit le rôle des « collectivités locales » promptes à jouer le rôle de tampon entre l'Etat français et le grand patronat d'une part, et les revendications légitimes des travailleurs d'autre part. La participation du conseil régional et du conseil général au financement de la baisse des prix et de la hausse des bas salaires au détriment de leurs budgets propres pour acheter la « paix sociale » en préservant les profits du patronat et la contribution de l'Etat français ne parviendra pas à freiner le discrédit affectant les élus qui dirigent ces assemblées coloniales.

De mesurer la duplicité et la roublardise de l'Etat colonial français tout au long du conflit. De principal responsable de la situation catastrophique dans laquelle se trouve notre pays il n'a pas cessé à travers ses représentants (Préfet- gouverneur, et ministre des colonies) à œuvrer pour redorer son blason

s'octroyant le rôle de prétendu médiateur au dessus de la mêlée tout en ayant soin de ne porter aucune réponse concrète aux questions fondamentales impliquant son engagement réel ;

NON AUX VÈGLAJ DE L'ETAT COLONIAL FRANCAIS

Le PKLS appelle les martiniquais à ne pas se bercer d'illusions sur les propositions avancées par les gouvernants français et qui ne sont destinées qu'à nous détourner de la lutte. Les Etats généraux proposés par le Président de la république française se situent dans la lignée des colloques, des séminaires, des grands messes organisées régulièrement par le pouvoir français pour rabibocher au mieux de ses intérêts un système pourri en faisant croire qu'il se « penche » sur nos problèmes. Une fois de plus, le but de la manœuvre consistera à faire avaliser par les « locaux » ses solutions éculées ses recettes défraîchies qui ont pour nom « zones franches », exonérations fiscales au profit du grand patronat et aujourd'hui trouvaille nouvelle « ouverture à la concurrence ». Les martiniquais n'ont que faire de cette ouverture à la concurrence proposée qui consiste en définitive à organiser la pénétration encore plus massive des grands groupes monopolistiques français et européens avides de conquérir de nouveaux marchés aussi infimes soient-ils. Cette démarche du pouvoir français consiste à nous maintenir dans une logique de sous-développement durable et de totale dépendance économique au détriment d'une logique d'économie de production mettant en valeur nos ressources propres dans l'intérêt bien compris de notre pays.

Quant à « l'évolution institutionnelle » qu'il appelle de ses vœux elle n'est destinée qu'à aménager, qu'à replâtrer son système de domination.

LA QUESTION MAJEURE : LA PLEINE RESPONSABILITE MARTINIQUAISE

Le PKLS invite les martiniquais à ne pas s'enfermer dans des débats stériles et à s'attaquer aux problèmes de fond que seule la mobilisation populaire massive et déterminée peut résoudre. L'enfermement dans la constitution française et de ses articles 73,74 ou autres ne permet pas de s'attaquer à ces problèmes de fond. Aucune assemblée coloniale, fut elle « unique » aucune autonomie « chòlòlò » (tel que le désire le gouvernement français et les élus martiniquais du « congrès ») ne répondra pas aux aspirations de la jeunesse martiniquaise de **« vivre et travailler au pays »**.

Il ne permettra pas davantage de récupérer des mains des békés la terre martiniquaise au profit de la collectivité martiniquaise et d'en finir avec l'agriculture coloniale de monoculture, de bâtir une économie martiniquaise de redonner espoir à notre peuple et à notre jeunesse.

La mise en œuvre des solutions véritables pour sortir de la logique coloniale de la dépendance ne peut se faire que par **un pouvoir martiniquais contrôlé par le peuple dans un Etat indépendant**.

Aujourd'hui, en totale rupture avec les politiciens de divers bords qui prétendent que cette question n'est pas à l'ordre du jour, **imposons-leur**, comme nous leur avons imposé la dernière grève générale, **notre ordre du jour**.

Rejetons leurs manœuvres politiciennes, leur calcul minable pour la préservation de leurs petits intérêts sordides et prenons le chemin de la lutte en vue de la reconnaissance du peuple martiniquais et de son droit à l'autodétermination, de la conquête du pouvoir politique et de la constitution de l'ETAT MARTINIQUAIS.

Ce changement véritable ne peut venir ni des lois françaises, ni des arrangements concoctés par les politiciens, mais de NOUS-MEMES, PEUPLE MARTINQUAIS.

Poursuivons le combat entamé le 5 février sur le terrain politique pour l'émancipation de notre peuple et la construction d'une Martinique nouvelle ouvrant une nouvelle page de son histoire.

PLI DOUVAN POU MATÉ LES PWOFITÈ EK MÉTÉ MATINIK DOUBOUT !

MATINIK SÉ TA NOU, MATINIK SÉ PA TA YO.

ANSANM, ANSANM, NOU KÉ PWAN YO

Martinique 31 mars 2009

Pour le **PKLS**

J. P. ETILE